

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N° DREAL-MAP-2023-RN102-leTeil-CES du 22 février
2023)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires -
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Auvergne-Rhône-Alpes, par délégation en vigueur de Mme La Préfète de
la région Auvergne-Rhône-Alpes

Objet du marché

RN 102 Contournement du Teil, marché de travaux « Assainissement, chaussées et
équipements»

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 11/09/2023 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse
de l'acheteur)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	15
1-8 Ordres de service.....	15
1-9. Propriété intellectuelle.....	15
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	15
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	16
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	16
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	23
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	24
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	24
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	25
4-1. Délai de réalisation.....	25
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	25
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	25
4-4. Autres pénalités.....	25
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	28
5-1. Retenue de garantie.....	28

5-2. Avances.....	29
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	29
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	29
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	30
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	30
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	30
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	30
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	30
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	31
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	31
7-4. Piquetage général.....	31
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	31
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....	32
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	32
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	33
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	33
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	33
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	37
8-6. Registre de chantier.....	37
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	37
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	37
9-2. Réception.....	38
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	38
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	38
9-5. Documents fournis après exécution.....	38
9-6. Délai de garantie.....	39
9-7. Garanties particulières.....	39
ARTICLE 10. RESILIATION.....	39
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	40
11-1. Engagement d'insertion.....	40

11-2. Modalités de réalisation.....	41
11-3. L'accompagnement de l'action d'insertion.....	41
11-4. Le contrôle de l'action d'insertion.....	42
11-5. Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	43
11-6. Coût.....	43
11-7. Résiliation.....	43
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	44

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations de la présente consultation concernent :

- l'assainissement de surface,
- la réalisation de la structure de chaussée (couches de surface, liaison, base et fondation),
- la réalisation des écrans acoustiques,
- la réalisation des équipements de la route (signalisation verticale et horizontale, dispositifs de retenue, équipements dynamiques).
-

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes du Teil et de Rochemaure en Ardèche (07).

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

L'ensemble de l'opération de travaux est alloti en plusieurs marchés :

- un marché pour la réalisation des deux viaducs,
- trois marchés de terrassements, ouvrages d'art, rétablissements et chaussées,
- un marché d'assainissement, chaussées et équipements de la route,
- un marché de prestations paysagères.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, le présent marché de travaux constitue le lot de la cinquième phase de travaux qui représente un ensemble cohérent en termes de travaux.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

Conformément à l'article R.2193-4 du CCP, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation des sous-traitants direct et indirect et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous traitants directs.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA)
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR)

est assurée par :

la Direction Interdépartementale des Routes (DIR) Centre-Est / Service d'Ingénierie Routière (SIR) de Lyon – 228 rue Garibaldi – 69446 LYON CEDEX 3, représentée par le chef de service ou, en cas d'absence ou d'empêchement un de ses adjoints ou son intérimaire.

Sauf pour le décompte général (article 12.4.2 du CCAG) la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 1 au sens du code du travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1° à 9° de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

M. FILALI / Société PRESENTS

31, rue Mazenod

69426 LYON Cedex 3

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants

- Coordonnateur environnemental :

La mission de coordination environnementale est assurée par :

Mme VAN AUDENHAEGE / Société ECO-STRATEGIE

42, boulevard Antonio Vivaldi

42000 Saint-Étienne

- Les exploitants :

- l'exploitant de la RN102 est la DIR Centre-Est / SREX de Lyon (Centre d'Entretien et d'Intervention (CEI) de Montélimar du District de Valence),
- la commune du Teil est exploitante des voies communales (voies du centre-ville du Teil, chemin du Réservoir et voies communales du secteur de la Sablière),
- la commune de Rochemaure est exploitante des voies communales (chemin de Mayour, chemin des Olivettes...).

- Des bureaux d'études chargés des contrôles extérieurs « travaux » pour le compte du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre :

- le bureau d'études PRELEVEO pour le suivi physico-chimique et biologique des eaux (Frayol, Chambeyrol et Joviac),
- le bureau d'études INGEROP en charge du VISA pour les écrans acoustiques,
- le laboratoire AUTO BÉTON CONTRÔLES (ABC) en charge du contrôle extérieur pour les bétons,
- le laboratoire GINGER CEBTP en charge du contrôle extérieur pour les chaussées.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le Maître d'ouvrage, Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes représenté par le chef du service Mobilité, Aménagement, Paysages (MAP) ou en cas d'absence ou d'empêchement, un de ses chefs de pôle ou le responsable d'opération, pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5),
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4),
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6),
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6),
- la réception de l'information émanant du titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2),
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4) ,
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1),
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3),
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2),
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

1-3.10. Formes des notifications

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.1.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. **Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG**, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

1-3.11. Notification des décisions

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé. Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

Sans objet

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant

procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de l'opération en cours de réalisation, ou en complément de l'article 8.1 du CCAG, après réception de l'ouvrage.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant les travaux qui lui sont confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses (leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations

similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. **Clauses sociales et environnementales**

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

L'opération « RN 102 – contournement du Teil » était certifiée ISO 14001 jusqu'en mai 2021 (certification obtenue par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et la DIR Centre Est dans le cadre de leur Système Management Environnemental (SME)). Même si la certification n'a pas été renouvelée, le maître d'ouvrage entend maintenir un système de management environnemental.

Le marché afférent à la présente consultation fait donc l'objet d'un suivi et d'une coordination environnementale selon le Plan Management Environnemental (PME) établi par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et la DIR Centre Est.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions portent notamment sur :

- la protection du milieu physique et du milieu naturel,
- les nuisances sonores attendues du chantier ainsi que les mesures prises pour les limiter tout au long des travaux,
- les mesures visant à limiter l'émission de polluants afin de préserver la qualité de l'air et la santé des riverains,
- les mesures visant à prévenir les risques naturels et technologiques,
- la gestion des déchets et le réemploi des matériaux.

Ces mesures et exigences sont décrites au fascicule « Environnement » du CCTP.

La recherche de performance environnementale est une exigence demandée par le maître d'ouvrage et constitue par ailleurs un critère de choix pour le classement des offres remises par les candidats (article 4.2 du règlement de consultation).

Le maître d'ouvrage, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, veillera à ce que les engagements pris par le titulaire dans le :

- PRE (Plan de Respect de l'Environnement), qui reprend les éléments du SOPRE (Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement),
- SOGED (Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets), qui reprend les éléments du cadre général du SOGED de chantier,

inclus dans la remise de son offre, soient parfaitement appliqués lors de l'exécution des travaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

Horaires de chantier :

Les amplitudes horaires de travaux sont les suivantes (issues des engagements de l'État et des contraintes environnementales (contraintes figurant au fascicule I du CCTP), en fonction des mois :

A noter, en cas de fortes chaleurs l'été, les horaires pourront être adaptés.

Janvier	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Juillet	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures
Février	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Août	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures
Mars	Du 1 ^{er} au 20 mars : - du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 17h30 - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures du 21 au 25 mars : - du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 18h - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures à partir du changement d'horaire : - du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Septembre	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures
Avril	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Octobre	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures
Mai	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Novembre	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures

Juin	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures	Décembre	- du lundi au jeudi de 7 heures 30 à 19 heures - le vendredi : de 7 heures 30 à 13 heures
-------------	----------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------	----------------------------------------------------------------------------------------------

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision signée du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières contractuelles

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses fascicules dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- le bordereau des prix ;
- le détail estimatif ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) ;
-

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Par dérogation au 4.2 du CCAG, seul l'acte d'engagement est notifié. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes et guides techniques en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini article 3-3.2 du présent CCAP.

C – Engagements unilatéraux de l'entreprise

À l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents suivants qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenus dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- les documents explicatifs en toutes leurs composantes, prévu par le Règlement de Consultation.
- les décompositions des prix forfaitaires suivants : A.001, A.003, F201.6, F201.11, F202.3, F501,
- les sous-détails des prix unitaire(s) n° : B.002, C.001, C.003.1 , C.003.2, D.006, D.007.1, D.007.2, D.008, D.012, E.002, E.003, E.004, F.401.1, F.401.2, F.404, F.406.4, F.409, F.508, F.524, F.525, F.526, F.529, F.606, F.607, F.701 et F.702.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte de toutes les sujétions de l'article 9.1 du CCAG,
- En tenant compte des évolutions des normes techniques durant le chantier,
- En tenant compte des contraintes horaires du chantier, fixées à l'article 1-6-6 du présent CCAP
- En tenant compte des conditions de traversée de la commune du Teil (interdiction de traversée pour les poids lourds supérieurs à 3,5T)
- En tenant compte de la réalisation simultanée du viaduc du Chabassot, des contraintes d'accès et des interfaces chantier (éléments figurant au chapitre A du CCTP)
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ; ces mesures concernent en particulier les risques liés à la co-activité entre entreprises (du présent marché et de ceux qui interviendront simultanément ou successivement),
- En tenant compte de la présence des réseaux aériens ou souterrains en service, projetés ou abandonnés, y compris toutes les démarches administratives auprès des concessionnaires et la protection de ces réseaux,
- En tenant compte de toutes les sujétions nécessaires afin d'éviter les chutes et les entraînements de personnel et des matériaux,
- En tenant compte des contraintes liées à la réalisation des travaux sous circulation, entre autres :
 - La pose et l'entretien, jusqu'à la réception des travaux, de la signalisation temporaire nécessaire au bon déroulement du chantier,
 - Les nettoyages et balisages nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions,
 - La remise en état des lieux mis à disposition de l'entreprise ou modifiés par le déroulement des travaux ; l'entreprise supporte notamment tous les frais liés aux réparations des dégradations de toute nature causées aux voies publiques et privées par les transports effectués à l'occasion des travaux,
 - Les contraintes fixées par l'exploitant routier dans les arrêtés de circulation et le (ou les) Dossiers d'Exploitation Sous Chantier (entre autres : panneaux de signalisation obligatoirement mis en œuvre sur mât, période et conditions d'intervention sur les voies circulées, conditions d'accès aux zones de chantier, exigence de libération rapide des chaussées occupées sur demande du maître d'œuvre ou de l'exploitant, garantie d'une astreinte rapidement mobilisable en permanence, ...).
- En tenant compte de l'obligation de maintenir en permanence des accès pour les riverains,
- En tenant compte de l'obligation d'assurer en toute occasion, sur tout l'itinéraire, une voie de circulation de 3,0 m minimum pour les véhicules de secours,
- En tenant compte des contraintes et sujétions liées à la qualité des prestations avec entre autres :
 - La réalisation des essais et épreuves nécessaires dans le cadre du contrôle interne et du contrôle externe qu'est tenue d'exercer l'entreprise pour l'exécution du présent marché, ceci comprend notamment les sujétions liées au mandatement et à

la rémunération du (ou des) laboratoire(s) nécessaire(s) à la réalisation des essais sur le chantier,

- Les dispositions liées à la réalisation du contrôle extérieur, et notamment la fourniture des éléments requis pour ce contrôle,
- La rémunération du (ou des) chargé(s) qualité de l'entreprise (y compris les frais des cotraitants et sous-traitants),
- La tenue du journal du chantier de l'entreprise.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOGED ; ces mesures concernent entre autres les dispositions pour les enrobés, la terre végétale saine et la terre souillée par les espèces invasives (type ambroisie, renouée du Japon, robinier faux acacia ...),
- En tenant compte des mesures particulières à prendre pour le respect de l'environnement et des exigences environnementales décrites dans :
 - les différents fascicules du CCTP ,
 - les arrêtés d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau et de dérogation au titre des espèces protégées (dit CNPN),
 - le PRE.
- En tenant compte de toutes les études des ouvrages provisoires et définitifs nécessaires à la réalisation du présent marché,
- En tenant compte de toutes les fournitures, livraisons et mises en œuvre nécessaires à la complète réalisation des ouvrages objet du présent marché et même si cela n'est pas précisé tel que dans le Bordereau des Prix du présent marché,
- En tenant compte de toutes sujétions d'accès pour les fournitures, livraisons et transport des matériaux ou toute sujétion particulière d'acheminement et de mise en œuvre notamment concernant la traversée des communes de Livron sur Drôme et de Lorient sur Drôme
- En tenant compte des contraintes et exigences sur le phasage décrit dans le dossier de consultation, et de manière plus générale en tenant compte de toutes les contraintes prévues au CCTP,,
- En tenant compte des sujétions et frais induits par les interactions entre corps de métiers différents dans le cadre du présent marché, ainsi que ceux de coordination, d'ordonnancement et de pilotage par le mandataire,
- En tenant compte d'éventuelles prolongations de délais pour cause d'intempérie et/ou pour toute autre cause, sur décision du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre,
- En tenant compte de toutes sujétions qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux du présent marché, que ces sujétions résultent de phénomènes naturels liés à la situation géographique du projet (pluie, brouillard, neige, gel... ou chutes de pierres) que se soit pour l'entreprise et pour les usagers des voiries concernées par les travaux,
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels dont le seuil a été atteint au moins trois fois durant les trente années précédant la consultation. La période des phénomènes naturels durant les trente années précédant la consultation est prise en compte quelle que soit l'époque de survenance et les trente années précédant la consultation s'achèvent le premier jour du mois d'établissement des prix :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Gel	Minimum absolu	Nombre de jours où la température est inférieure à - 10°C

Précipitations (pluie-neige)	Hauteur cumulée	24h
Vent	Intensité maximale	instantanée

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Montélimar.

Au cas où le titulaire voudrait faire jouer cette clause, il lui appartient de produire les relevés météorologiques correspondants et un rapport du service de la météorologie nationale

3-2.2. Hormis les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires autres que ceux exigés à l'article 3 du Règlement de la Consultation ;
- un sous-détail de tous les prix unitaires du bordereau des prix autres que ceux exigés à l'article 3 du Règlement de la Consultation ;

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1

du CCAG travaux.

Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12.2.2 du CCAG, le délai de 7 jours fixé pour la notification de l'état d'acompte est porté à 15 jours.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

En complément de l'article 12.3.3 du CCAG, dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises régulièrement et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Dans l'outil Chorus Pro, les projets de décompte sont nommés factures de travaux.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire).

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des

travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
ING	Ingénierie
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TP10a	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
TP12a	Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique
TSH	Travaux de signalisation horizontale
DRR02	Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route

Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
ING	Série A « Prix généraux »
TP02	Série E « Écrans acoustiques »
TP03a	Série B « Travaux préparatoires et terrassements »
TP08	Séries F.100 « Signalisation de Police », F.200 « Signalisation Directionnelle, F.600 « Lit d'arrêt » et F.700 « Autres équipements »
TP09	Série D « Chaussées »
TP10a	Série C « Assainissement »

Index	Prix
TP12a	Série F.500 «Équipements dynamiques »
TSH	Série F.300 « Signalisation Horizontale »
DRR02	Série F.400 « Dispositifs de Retenue »

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

En conséquence et par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG, l'alinéa d) de l'article 12.2.1 se positionne après l'alinéa e) du même article.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités y compris celles qui résultent de l'application de l'article 50.4. du CCAG.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier

de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus,
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau ou d'un avenant. L'ordre de service fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit la pénalité journalière suivante :

2 000 € HT / jours de retard

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 2 000 € HT.

4-4.2. Documents fournis après exécution

Si l'entrepreneur n'a pas remis au maître d'œuvre un DOE exhaustif et exact dans le délai fixé à l'article 9-5 du présent CCAP, son retard sera sanctionnable par des pénalités, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, fixées par jour calendaire de la manière suivante :

- 500 € HT par jour, pendant les 15 premiers jours calendaires de retard,
- 1 000 € HT par jour ensuite.

En cas de retard persistant de l'entrepreneur dans la remise d'un DOE complet et exact, le maître de l'ouvrage pourra faire compléter ou corriger le DOE aux frais et risques de l'entrepreneur après une mise en demeure restée infructueuse pendant 8 jours calendaires.

Si à la date à laquelle l'entrepreneur devait se voir notifier le décompte général en application de l'article 12.4.2 du CCAG, ces pénalités de retard continuent à courir ou si le coût définitif d'élaboration d'un DOE corrigé ou complété aux frais et risques du titulaire n'est pas connu, le délai de notification du décompte général sera suspendu de plein droit jusqu'à ce qu'il soit possible d'y inscrire en moins-value le montant définitivement connu de la réfaction ou des pénalités, sans que des intérêts moratoires ne puissent courir pendant la période considérée sur le solde du décompte général du marché.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 € HT.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1 000 €.

4-4.5. Clauses sociales

Les pénalités sont fixées à l'article 11.4.2 du présent CCAP.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

Sans objet

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

Sans objet

4-4.9. Autres pénalités diverses

Protection des eaux et des milieux aquatiques :

- Une pénalité de 1 000 € HT sera appliquée après constat pour absence de kit antipollution dans les engins intervenant à proximité du Chambeyrol et sur la zone humide de Mayour,
- Une pénalité de 5 000 € HT sera appliquée pour toute vidange sauvage effectuée directement sur le sol,
- Une pénalité de 2 000 € HT par infraction constatée sera appliquée pour toute fuite d'huile ou de carburant sur le sol et laissée sans suite,
- Une pénalité de 1 500 € HT sera appliquée à chaque infraction constatée pour toute vidange, nettoyage et purge de toupie et pompe à béton en dehors des fosses prévues à cet effet,
- Une pénalité de 1 500 € HT sera appliquée à chaque infraction constatée pour toute vidange, nettoyage et purge de camions benne enrobés en dehors des fosses prévues à cet effet,
- Rejet non autorisé dans les eaux ou les milieux aquatiques, le titulaire encourt une pénalité de 500€ HT par infraction,
- Non-respect d'une disposition du PRE : le titulaire encourt une pénalité de 1000€ HT par jour,
- Une pénalité de 5 000 € HT sera appliquée par jour en cas de constat par la société PRELEVEO de diminution de la population d'écrevisse à pattes blanches dans le cours d'eau de Joviac en lien avec le chantier. Une analyse des causes de la diminution de la population sera réalisée par la coordinatrice environnement et la société PRELEVEO pour mesurer si le chantier est en cause.

Défaut de protection des zones de chantier et non respect des horaires :

- Une pénalité de 500 € HT sera appliquée à chaque infraction constatée pour tout stationnement hors des zones prévues à cet effet,
- Une pénalité de 500 € HT sera appliquée à chaque infraction constatée pour non-respect des horaires de chantier définis dans le présent CCAP et le fascicule environnement du CCTP,
- Une pénalité de 1000 € HT sera appliquée à tout manquement à l'obligation d'assurer le maintien de la propreté du site et de ses abords.

- En cas de non respect des horaires de chantier figurant au 1-6-6 du présent CCAP :
3 000 € HT par constat de non respect.

Problèmes liés à la sécurité et à la protection de la santé :

- Si un défaut concernant la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé apparaît, ce défaut sera constaté par le Maître d'œuvre ou son représentant. À partir de ce constat, l'entreprise disposera d'une demi-journée pour se mettre en conformité. Une pénalité forfaitaire de 250 € HT par demi-journée de retard constatée sera appliquée systématiquement dans le cas où la demande du Maître d'œuvre n'aurait pas été suivie d'effets,
- La non fermeture du chantier sera sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 500 € HT par manquement constaté par le maître d'œuvre,
- En cas de péril imminent, les travaux de l'atelier concerné seront arrêtés jusqu'à mise en conformité. En plus de la pénalité de défaut de respect des mesures en matière de sécurité et de protection de la santé de 250 € HT par demi-journée pour la mise en conformité, l'entreprise se verra appliquer une pénalité forfaitaire systématique de 500 € HT par atelier concerné,
- En cas d'absence de réponse de l'agent désigné pour l'astreinte, l'entreprise se verra appliquer une pénalité de 500 € HT de l'heure jusqu'à réponse effective,
- Si un défaut de signalisation apparaît sur le chantier, les aires d'installations de chantier, au niveau des accès ou sur les voies publiques, le Maître d'œuvre ou son représentant constatera le défaut. À partir de ce constat, l'entreprise devra remédier au défaut dans un délai de 1h00. Au-delà, une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par heure de retard constatée par le maître d'œuvre sera appliquée,
- En cas d'absence de réponse de l'agent désigné pour l'astreinte, l'entreprise se verra appliquer une pénalité complémentaire de 4 000 € HT,
- En cas de retard dans la constitution du dossier Bruit : 1 000 € HT par jour de retard,
- En cas de non maintien de l'accès aux riverains : 1 000 € HT par constat de non respect,
- En cas de non maintien de l'espace de 3 m de chaussée pour laisser passer les véhicules de secours : 1 000 € HT par constat de non respect.

Problèmes liés à l'organisation et à la qualité du chantier :

- Démarrage d'une tâche sans visa préalable du maître d'œuvre des documents d'exécution relatifs à cette tâche : 3 000 € HT,
- En cas de non-respect constaté des points d'arrêt et critiques tels que définis dans le plan de contrôle, une pénalité forfaitaire de 1500 € HT par point non effectué sera appliquée,
- En cas de non-respect d'un ordre de service, une pénalité forfaitaire et journalière de 1 000 € HT par point non effectué sera appliquée,
- En cas de non-respect d'une disposition du PAQ, une pénalité forfaitaire et journalière de 1 000 € HT sera appliquée.

Prescription réglementaire (loi sur l'eau, CNPN, ...)

- Non-respect de l'arrêté préfectoral de dérogation CNPN : pénalité de trois mille euros

hors taxes (3 000 € HT),

- Non-respect de l'arrêté d'autorisation loi sur l'eau : pénalité de trois mille euros hors taxes (3 000 € HT).

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 25 % du montant initial TTC du marché.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date de notification du démarrage de la période de préparation du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une

attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours dès la notification du marché pour préparer un plan général d'implantation du piquetage en accord avec les constatations faites sur le terrain.

L'implantation du piquetage général doit être réalisée par l'entrepreneur, à ses frais, avant la fin de la période de préparation.

Dans le cas de contestations, un constat contradictoire est fait dans les plus brefs délais.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Phase de préparation du chantier :

En particulier, pendant la phase de préparation du chantier, le titulaire :

- consulte le Guichet Unique,
- établit la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) et en conserve un exemplaire sur le chantier pendant toute la durée de celui-ci. Cette DICT est renouvelée en tant que de besoin en cas de différé des travaux, et au minimum tous les 3 mois,
- en cas de non-réponse, après relance, par les exploitants de réseaux sensibles pour la sécurité, informe le maître d'ouvrage et le responsable de projet.

Phase de réalisation des travaux :

Le titulaire effectue le piquetage général tel que prévu à l'article 27.2 du CCAG Travaux.

Il établit également le piquetage spécial comme prévu à l'article 27.3 du CCAG Travaux.

Le titulaire effectue par tout moyen approprié le marquage des réseaux indiqués par les exploitants.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction, selon des moyens et modalités appropriés, de la localisation des réseaux qui ont été identifiés puis repérés. Il s'assure de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

En cas de découverte fortuite de réseau, le titulaire en informe par écrit le responsable du projet.

En cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes liées au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, le titulaire sursoit aux travaux adjacents jusqu'à décision du responsable du projet, prise par un ordre écrit, sur les mesures à prendre.

En cas d'arrêt de travaux justifié par une des situations décrites aux deux paragraphes précédents, ou par la découverte ou l'endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon de réseau, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies à l'exécutant des travaux par son exploitant de plus de 1,5 mètres, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier, il est clairement stipulé que le titulaire n'a pas à subir le préjudice de cela.

Il en est de même en cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant à une relance fondée.

Si le titulaire estime subir un préjudice dans un des cas visé précédemment, il doit présenter au maître de l'ouvrage, sous la forme écrite et motivée, un mémoire d'indemnisation chiffré.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé au cours de cette période, par les soins du maître d'œuvre et du titulaire, aux opérations décrites dans le fascicule A « prescriptions générales communes » du CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

En complément de l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront

- les plans seront remis au format dwg pour Autocad2018,

- les autres documents : ods, odt pour LibreOffice, pdf.

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, les documents fournis au format papier le seront en un seul exemplaire.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations de chantier seront conformes aux prescriptions du BP et du fascicule A CCTP.

Les installations, matériels, fluides et énergie, sont à la charge intégrale du titulaire.

L'entretien et la maintenance des installations occupées et utilisées par le titulaire sont à sa charge.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, et notamment au Manuel du Chef de Chantier pour les routes bidirectionnelles en rase campagne.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux et en pré-signalisation est réalisée par l'entreprise et à ses frais, de même que la fourniture, la pose, la dépose et l'entretien permanent du matériel (cônes, feux, panneaux,...), ainsi que l'exécution et le pilotage des mesures de gestion du trafic (alternats manuels, ...).

Les mesures liées à la circulation sont explicitées dans le fascicule A du CCTP et dans le Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC), dont un projet est joint au présent DCOE.

Conformément au CCTP, les circulations d'engins de chantier ne sont pas autorisées sur les voies communales.

Il est également précisé que les circulations d'engins ne seront pas possibles sur le viaduc du Chabassot.

Lors de l'établissement de son DESC, le titulaire se conformera aux éléments de contraintes d'exploitation sous chantier décrite dans le DCOE.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Chaque phase de travaux fera l'objet d'un plan de signalisation détaillé produit par l'entreprise et visé par le maître d'œuvre après avis de l'exploitant.

La maintenance des équipements est à la charge de l'entreprise titulaire.

L'entreprise définira nominativement le responsable de la signalisation et de la maintenance au sein de l'entreprise ou du groupement, responsable qui pourra être contacté 24H/24 et 7j/7.

Celui-ci devra mobiliser une équipe d'intervention sur site dans un délai de deux heures maxi après signalement d'un dysfonctionnement avec tous les moyens nécessaires pour remettre les installations en conformité. Le chargé de la signalisation devra en outre remplir une main courante à chaque intervention et s'assurer quotidiennement de la conformité de la signalisation en place.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- cônes, piquets K10, K5C en nombre suffisant par rapport à la taille du chantier,
- tous les éléments qui doivent être remplacés à l'identique suite à leur détérioration.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant

l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant selon la réglementation en vigueur.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes sur les voies communales hormis pour des phases très ponctuelles, prévues et anticipées (micro-coupures liées aux travaux,...)

Par ailleurs, les stipulations du CCAG sont applicables.

L'accès pour les riverains impactés par les travaux, le cas échéant, devra être maintenu.

8-4.6. Démolition de constructions

sans objet

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

Sans objet.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- la circulation d'engins à chenilles métalliques sur les voies publiques est interdite,
- l'entrepreneur effectuera en permanence les nettoyages et ébouages des voies publiques nécessaires à la circulation du chantier, les dépenses correspondantes étant complètement à sa charge,
- un état des lieux sera effectué, avant le début et en fin de travaux, en présence des gestionnaires des voies concernées, de la maîtrise d'œuvre et de l'entrepreneur.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28-5 du CCAG, il n'est pas tenu de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur définis dans le PAQ sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages désignés ci-après :

- écrans acoustiques,
- équipements dynamiques,

ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne

sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Sans objet

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) est défini dans le fascicule A du CCTP.

Le maître d'œuvre procédera à la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du DOE remis par l'entrepreneur et lui notifiera le résultat de cette vérification.

Le délai de vérification courant de la date de remise du DOE par l'entrepreneur à la décision prise par le maître d'œuvre sera neutralisé pour l'appréciation du respect du délai de remise du DOE. Ce délai recommencera à courir si le DOE doit être complété ou corrigé par l'entrepreneur à l'issue des vérifications.

Cette procédure sera mise en œuvre autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le DOE soit parfaitement exhaustif et exact.

Si l'entrepreneur n'a pas remis au maître d'œuvre un DOE exhaustif et exact dans le délai de trente (30) jours ainsi computed, son retard sera sanctionnable par des pénalités fixées à l'article 4-4.2. du présent CCAP.

Le DOE sera remis par le titulaire au maître d'œuvre, en deux (2) exemplaires sur support papier plus un (1) exemplaire sur support informatique, dans les formats et caractéristiques suivants :

- les plans seront remis sous le format : dwg pour AutoCAD version 2018,
- les autres documents seront remis sous le format :
 - modifiable : ods/odt/odp pour Libre Office,
 - non-modifiable : pdf.

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont applicables sous réserve des compléments spécifiques apportés par l'article 9-7 ci-après.

9-7. Garanties particulières

Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Le titulaire garantit sur 5 ans la bonne tenue et l'aspect des panneaux bois des écrans acoustiques à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Garantie particulière sur les équipements dynamiques

Le titulaire garantit sur 2 ans les équipements dynamiques.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

11-1. Engagement d'insertion

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 20.1 « Clause d'insertion sociale » du CCAG applicable au présent marché en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

11.1-1 Engagement de l'entreprise

Pour le présent marché, les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion professionnelle de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11.1-2 Nombre d'heures d'insertion imposé pour le marché

N° Lot	Libellé	Nombre d'heures imposées
Lot unique	Assainissement, chaussées, équipements, écrans, signalisation	2800
TOTAL heures d'insertion pour le marché		2800

11.1-3 Public concerné par l'insertion professionnelle

L'éligibilité des publics doit être établie par la Facilitatrice de la Maison de l'emploi et de la formation sud Ardèche, référente pour le Maître d'Ouvrage, **préalablement** à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Les personnes concernées par l'action d'insertion professionnelle sont celles citées à l'article 20.1.1 du CCAG et par dérogation à l'article 20.1.1.1 du CCAG, les personnes visées au petit « e » doivent aussi relever d'une des catégories du 20.1.1.2.

L'éligibilité des personnes aux clauses sociales est d'une durée maximale de 2 ans à compter de la date du premier contrat.

Cette durée est portée à 3 ans si le contrat de travail, initialement à durée limitée (intérim ou CDD) est transformé en CDI, ou sa mise à disposition en intérim se poursuit en contrat d'apprentissage ou en CDI, dans la même entreprise.

11-2. Modalités de réalisation

L'engagement d'insertion peut être réalisé en ayant recours à l'une des trois options citées ci-dessous (plusieurs options peuvent être choisies simultanément selon le volume d'heures à mettre en œuvre, en lien avec le facilitateur de la clause).

1ère option : embauche directe dans l'entreprise, via les contrats suivants :

Tous doivent être signés postérieurement à la date de notification du marché ou à l'occasion d'un précédent marché public clausé sur le territoire (sur justificatifs) :

- C.D.D. ou C.D.I. de droit commun,
- Contrat en alternance : contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

2ème option : sous-traitance ou cotraitance avec une entreprise d'insertion

- Cotraitance ou sous-traitance avec une entreprise d'insertion pour l'équivalent du nombre d'heures en insertion imposé par lot,
- Candidature au présent marché par une entreprise d'insertion.

3ème option : mise à disposition de personnels par une structure qualifiée

- Recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ou ETT agréée, ou à une Association Intermédiaire (AI),
- Recours à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché, l'entreprise titulaire précisera les modalités retenues pour l'action d'insertion professionnelle au facilitateur des clauses de la Maison de l'Emploi et de la formation sud Ardèche, chargé par le Maître d'Ouvrage de valider les candidatures et du suivi de la mise en œuvre de l'insertion (art.11.3 du présent CCAP) ainsi que du bilan. Une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être prévue par l'acheteur.

11-3. L'accompagnement de l'action d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'action d'insertion, la Maison de l'emploi et de la formation sud Ardèche, service de facilitation des clauses, est chargée par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ du suivi de la mise en œuvre par les entreprises et du bilan général de l'action, et au préalable d'un accompagnement spécifique, afin :
 - de conseiller et informer les entreprises sur les modalités de mise en œuvre de l'action,
 - de mettre en relation les entreprises avec les structures d'insertion par l'activité économique,
 - d'aider au recrutement de personnes éligibles à l'action,
 - de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Facilitatrice de la clause sociale d'insertion :

Valérie BARRE

Chargée de Mission Insertion – Marchés Publics

Maison de l'emploi et de la formation sud Ardèche (Aubenas)

Tél. : 06 49 17 81 44 - Email : mdefclause07@territoire-et-competences.com

11-4. Le contrôle de l'action d'insertion

11-4-1 Documents à transmettre au facilitateur

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, il produira obligatoirement, au fur et à mesure de leur mise en œuvre, tous les renseignements relatifs à la réalisation de l'action :

- les documents justifiant que les personnes employées répondent aux critères indiqués à l'article **11-1-3**,
- les contrats de travail et les copies bulletins de salaires ou tableaux d'heures des structures d'insertion et autres prestataires dûment signés.
- la fiche relative à la protection des données (RGPD) : fiche de positionnement ou fiche de positionnement – Embauche directe

L'entreprise attributaire doit informer le Facilitateur par mail et le Maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR, si elle rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur référent Insertion étudiera avec l'entreprise attributaire les justificatifs de sa situation et les solutions à apporter. Celles-ci seront soumises à validation par le Maître d'Ouvrage.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore, à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DDETS (PP) ou au juge.

11-4-2 Pénalités

L'absence ou le refus de transmission des informations et documents prévus aux articles 11.1.2 et 11.4 du présent CCAP dans les délais prescrits entraînera les pénalités suivantes :

Motif	Montant HT
Non-respect des objectifs minimum d'insertion précisés à l'article 11-1-2 du CCAP	50 Euros par heure non contractualisée
Absence ou refus ou retard de transmission des renseignements – article 11-4 propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	100 € nets de taxes/jour calendaire de retard.
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion	200 €

11-5. Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à la

Maison de l'Emploi et de la Formation 'Territoire et Compétences'. Ces données seront traitées dans le logiciel « clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. La Maison de l'Emploi et de la Formation 'Territoire et Compétences' est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées :

- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus,
- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi – insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : direction@territoire-et-competences.com ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, Maison de l'Emploi et de la Formation 'Territoire et Compétences' 40 chemin de la fontaine de Cheyron 07200 AUBENAS.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

11-6. Coût

Le prix tient compte des dépenses liées à l'action d'insertion professionnelle.

11-7. Résiliation

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG

CCAP 2	déroge aux articles	4.1 et 4.2 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.2.2 paragraphes 1 et 2 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge à l'article	12.2.1 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 7-4	déroge à l'article	27.1 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 8-6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1-1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1-2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
CCAP 11-1.3	déroge à l'article	20.1.1.1 du CCAG
AE 1	déroge à l'article	52.7.2 du CCAG

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes